COMMUNIQUÉ DE PRESSE SSP (groupe enseignement)

Décision du Conseil d'Etat sur la réorganisation de la carte des bâtiments scolaires

Le 11 mars dernier, le Département de l'instruction publique, par la voix de sa Présidente, Mme Anne Emery Torracinta, a présenté la nouvelle affectation, voulue par le Conseil d'Etat, de deux bâtiments scolaires, le collège De Candolle et le CO de la Seymaz, aux associations professionnelles d'enseignants, au SSP de même qu'aux associations de parents et de collégiens.

Depuis au moins cinq législatures, l'instruction publique genevoise fait les frais d'une politique à courte vue, marquée par des allègements fiscaux (favorables aux contribuables les plus riches), le « sauvetage » de la BCG et des spéculateurs immobiliers qui s'en sont servis, la mise en œuvre antisociale de mécanismes budgétaires liés aux dispositions contenues dans le « frein à l'endettement » et une volonté déterminée d'appliquer des mesures de rigueur à la sphère publique (instruction, santé, assistance sociale).

La première préoccupation du groupe enseignement du SSP, cadrée par la volonté d'offrir un service public de qualité, demeure celle des emplois. Durant ces vingt dernières années, l'augmentation des effectifs d'élèves n'a pas été suivie par une augmentation correspondante, en terme de recrutement d'enseignants, de leur encadrement. À cela s'ajoute désormais la politique d'austérité voulue par le Conseil d'Etat, laquelle a été aggravée par le vote du budget 2015 qui prévoit la suppression linéaire de 1% des postes (-90 postes au DIP).

Depuis des dizaines d'années, le Grand Conseil, dominé par les partis de droite, n'a su ni n'a voulu mener une politique prospective et responsable pour répondre aux besoins croissants et prévisibles de l'instruction publique. Il a différé à plus tard, n'a pas pris en compte l'impérative nécessité de construire de nouveaux bâtiments scolaires et a laissé se délabrer bon nombre d'écoles et de collèges existants. En ce sens, la situation de crise et les rocadés d'affectations qui nous sont aujourd'hui imposées relèvent clairement de la responsabilité des gouvernements précédents, qui n'ont pas voulu attribuer à la formation les moyens nécessaires pour le maintien d'une instruction publique de qualité. Il est loin le temps des réformes civilisatrices conduites sous la houlette du conseiller d'Etat André Chavanne (années 60-70) pour une école exemplaire et démocratique.

Désormais, les décisions se prennent dans l'urgence et la précipitation, ce qui n'est pas un gage de démocratie.

Le groupe enseignement du SSP affirme son opposition à toute réorganisation qui conduirait à une quelconque augmentation d'élèves par classes de même qu'à toute mesure qui viserait à accroître la sélection des élèves les plus défavorisés et scolairement les plus fragiles. En ce sens, la réorganisation décidée par le CE doit impérativement, sous réserve d'être fermement combattue, respecter les maxims négociés.

En outre, le groupe enseignement du SSP dénonce les mauvaises conditions de travail et d'études qui touchent, depuis trop longtemps, le secondaire supérieur (SEII), et tout particulièrement les ECG (horaires étalés, taux d'occupation non respectueux de la sécurité, dégradation des bâtiments, etc.). Il estime en effet que cette situation est indigne d'un canton aussi riche que Genève et demande que cette scandaleuse détérioration des conditions d'études soit corrigée dans le cadre de la réorganisation. Cela implique que le DIP devra exiger et obtenir les moyens nécessaires pour assurer une amélioration notable et effective de la situation.

Enfin, le groupe enseignement du SSP s'inquiète et condamne les méthodes de communication adoptées par le DIP. En effet, persistant à mettre les principales représentations de la communauté scolaire devant le fait accompli, ce dernier déroge aux traditions et impose ses choix « à la hussarde ». C'est pourquoi, le SSP réclame l'ouverture d'une négociation sur les modalités de la nouvelle répartition des enseignants dans les écoles concernées par la réorganisation ainsi que sur les conditions de travail et d'études qui devront être appliquées dans le cadre des nouvelles affectations (De Candolle, La Seymaz, La Gradelle, Le Foron...).

Pour le groupe enseignement du SSP, l'heure n'est pas à la division entre les enseignants des différents ordres d'enseignement, ni entre les enseignants des différents bâtiments touchés par les mesures de réaffectations. Il faut savoir ne pas céder à d'étroits intérêts de chapelles. L'unité des organisations d'enseignants est plus nécessaire que jamais.

Cependant, le groupe enseignement du SSP comprend les réactions spontanées des étudiants et des enseignants touchés par ces mesures et se déclare solidaire des mobilisations de protestation qui sont et seront décidées pour la défense de la qualité de l'enseignement et contre la poursuite d'une politique qui porte atteinte à l'école publique, démocratique, laïque et républicaine.

Le groupe enseignement du SSP revendique que :

1. le Conseil d'Etat active son droit de préemption pour l'obtention de terrains nécessaires à la construction de nouveaux bâtiments scolaires (même préfabriqués et provisoires) ;
2. les bonis de l'exercice 2014, qui s'élèvent à plusieurs dizaines de millions de francs, soient prioritairement affectés à l'école, notamment pour le maintien des postes (PAT et enseignement) qui sont nécessaires à offrir un meilleur encadrement aux élèves ;
3. les investissements nécessaires à la construction de nouveaux bâtiments scolaires soient une priorité de l'actuel gouvernement et qu'en aucun prétexte ceux-ci ne soient différés ;
4. tant le Conseil d'Etat que le Conseil Administratif de la Ville de Genève mettent tout en œuvre pour accélérer la construction de l'école de Frontenex.

Genève, le 18.05.15